

Ce danger «n'est pas une vue de l'esprit», avertit le ministre Belhimer met en garde contre une cyberguerre ciblant l'Algérie



Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5302 - Mercredi 17 février 2021 - Prix : 10 DA

Tizi Ouzou/Portée disparue depuis plus d'une semaine Kenza retrouvée morte à Yakourène

Page 16

Vaccin anti-Covid

800 000 doses seront acquises dans les prochains jours

Page 2

Zéro Covid

Par Mohamed Habili

La bonne nouvelle de ces derniers temps, c'est que la pandémie est pour ainsi dire partout en recul, même si elle est encore loin de l'être uniformément, et qu'il ne faille exclure ni résurgences ni apparition de nouveaux variants, ce qui d'ailleurs risque beaucoup de se produire en même temps. Cette décrue mondiale ne doit rien à la vaccination. En effet, même là où celle-ci est la plus avancée, le fait est qu'elle ne l'est pas suffisamment pour pouvoir créer l'immunité collective, vers lequel on tend comme à la seule véritable planche de salut. Le seul pays où l'on dit qu'elle l'est suffisamment, c'est Israël, que les Occidentaux donnent pour un exemple d'efficacité dans la lutte contre la maladie, tout en sachant pourtant que cette campagne de vaccination si rondement menée ne concerne que le premier collège. Les populations arabes sous occupation en sont exclues elles, ou alors n'y ont droit qu'à la marge. Il n'y en aura pour elles que lorsque tous les Israéliens seront servis, parés et requinqués. Et encore, ce n'est pas évident. Une efficacité dont la première traduction est la discrimination ne mérite qu'indignation. Il faut attendre on ne sait encore combien de temps pour mesurer les effets de la vaccination à l'exclusion de tout autre facteur. S'il se produit un rebond, dû par exemple à l'apparition d'un variant, et qu'un reconfinement s'avère le seul moyen de le bloquer, on risque de ne plus pouvoir faire la part propre à la vaccination, à supposer bien sûr qu'elle se soit déjà étendue à une proportion importante de la population.

Suite en page 3

Education nationale

Les enseignants du primaire reviennent à la charge à partir d'aujourd'hui



PH/D. R.

Appelant la tutelle à respecter ses engagements, notamment l'application du décret présidentiel 14/266 du 28 septembre 2014 avec effet rétroactif, la Coordination nationale des enseignants du primaire annonce la reprise dès aujourd'hui de la contestation. Page 2

Le Brent à plus de 63 dollars le baril

Les cours du pétrole se maintiennent à leurs niveaux d'avant la pandémie

Page 3

Dans le sillage du bras de fer entre la FAF et le MJS

Que changera la visite d'Infantino à Alger ?

Page 15

Les enseignants du primaire reviennent à la charge à partir d'aujourd'hui

■ *Appelant la tutelle à respecter ses engagements, notamment l'application du décret présidentiel 14/266 du 28 septembre 2014 avec effet rétroactif, la Coordination nationale des enseignants du primaire annonce la reprise dès aujourd'hui de la contestation.*

Par **Thinhinene Khouchi**

Si la Coordination a été contrainte de suspendre, pendant une année, toutes formes

**El-Oued/Agronomie saharienne
Les cultures stratégiques,
une option alternative aux
hydrocarbures**

L'ORIENTATION vers les cultures stratégiques dans le sud du pays, en tant que ressources alternatives aux hydrocarbures, dans le cadre de la stratégie prospective de l'Etat portant développement de la production agricole, a été vivement recommandée par le secrétaire général de la Chambre d'agriculture d'El-Oued. Invité à un forum culturel hebdomadaire, à l'initiative de l'association culturelle soufie, axé cette semaine sur le thème de «Cultures stratégiques non-conventionnelles dans le Sahara», Ahmed Achour a estimé que «l'orientation vers le développement des cultures stratégiques dans le sud du pays est l'unique option susceptible d'assurer une richesse alternative aux hydrocarbures et qu'il appartient d'impulser cette approche». Pour cet agronome saharien, les études et expériences de terrain menées au niveau d'exploitations et périmètres agricoles dans le Sud, notamment dans la wilaya d'El-Oued, se sont avérées «viabiles» et «réussies», notamment celles liées au développement de certains genres de cultures tels la canne à sucre, la betterave sucrière, le colza et la triticale, grâce à la réunion de conditions favorables au développement de ces filières, dont les facteurs hydro-édaphiques et climatiques des régions sahariennes. Ahmed Achour a déclaré, à ce titre, que les résultats des recherches ont prouvé que ces filières culturales sont à même de contribuer à l'impulsion de la dynamique économique, la diversification des ressources et la réduction de la facture d'importation des produits de large consommation, dont le sucre et l'huile. Pour étayer ses propos, l'intervenant a cité, à titre d'illustration, que la culture d'une surface de 80 000 ha en betterave sucrière est susceptible de contribuer à atteindre l'autosuffisance en matière de sucre. Cette perspective de développement de l'investissement agricole aura aussi un impact positif sur le développement social, dont la génération d'emplois au niveau des entités agricoles et industrielles, selon le même responsable. **M. L.**

de protestation à cause de la pandémie de Covid-19, privili-giant ainsi l'intérêt général et la préservation de la sécurité sanitaire, elle semble, cette fois-ci, engagée à reprendre le chemin de la contestation. Dans un communiqué rendu public, la Coordination nationale des enseignants du primaire a indiqué qu'après plus d'une année d'«indifférence affichée par la tutelle» à l'égard des enseignants du primaire et son «désengagement» quant à l'application du décret présidentiel 14/266, «il est temps de reprendre le chemin de la protestation». En effet, la Coordination a appelé ses adhérents et l'ensemble des enseignants du primaire à observer des sit-in au sein de leurs écoles respectives ce mercredi 17 février, en brandissant des pancartes à travers lesquelles ils réitéreront les revendications principales de la coopération. Il est à noter que cette date (le 17 février) coïncide avec la tenue, l'année passée, de «la marche de la dignité», une action considérée par la Coordination comme la première du genre, dans le cadre du militantisme scolaire et éducatif dans l'école primaire. Les membres de la Coordination ont également annoncé la tenue d'assemblées générales à partir du 31 mars 2021, pour se concerter avec la base sur les formes de contestation à adopter à l'avenir afin de faire valoir leurs droits et avoir des réponses concrètes à leurs revendications. Pour faire baisser «la tension», la Coordination appelle la tutelle à appliquer en urgence le décret présidentiel 14/266, ainsi que l'ouverture du dialogue pour répondre aux revendications en



PH/D. R.

suspens, à savoir l'unification des critères de classification par la valorisation des diplômes pour garantir l'égalité des chances, la révision des programmes scolaires et du statut particulier du personnel de l'Education et garantir le droit à une retraite anticipée sans conditions d'âge. À travers son communiqué, la Coordination a rappelé que «le ministre de l'Education nationale, Mohamed Ouadjaout, avait annoncé, il y a une année, l'entrée en vigueur du décret présidentiel 14/266, et ce, au plus tard le 31 mars 2020». Il a été indiqué, en outre, que la classification à l'échelle de la Fonction publique sera revue à la hausse pour les travailleurs de ce secteur. Ainsi,

l'enseignant assistant sera promu au grade d'enseignant du primaire, et la catégorie passera de 7 à 10, les enseignants du primaire et les enseignants principaux du primaire seront respectivement classés aux catégories

11 à 12 et 12 à 13. Malheureusement, aucun de ces engagements n'a été respecté. «Il est donc temps de reprendre le chemin de la contestation», indique le communiqué de la Coordination. **T. K.**

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 175 nouveaux cas et 2 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 2 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, deux cas de moins qu'hier (4), portant à 2 945 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une nouvelle baisse, avec 175 cas, soit 8 cas de moins par rapport au bilan d'hier (183), pour atteindre, au total, 111 069 cas confirmés.

R. N.

Vaccin anti-Covid

800 000 doses seront acquises dans les prochains jours

L'Algérie va acquérir quelque 800 000 doses de vaccin anti-Covid-19 dans les prochains jours. Selon Ouahiba Hadjoudj, directrice de la pharmacie et des équipements médicaux au ministère de la Santé, l'Algérie a signé un contrat avec un laboratoire indien qui produit le vaccin AstraZeneca, pour l'achat de 800 000 doses. En plus de ce quota, l'Algérie va également acheter d'autres vaccins dans le cadre du système Covax. Pour ce faire, les démarches sont en cours pour la fourniture de l'ensemble des documents nécessaires, a-t-elle expliqué. M^{me} Hadjoudj, qui s'exprimait lors d'une journée parlementaire consacrée au Covid-19, a indiqué que «les négociations se poursuivent avec d'autres laboratoires pour l'achat d'autres lots

de vaccin afin d'assurer la couverture sanitaire de l'ensemble des citoyens». De son côté, le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, a indiqué que la quantité de vaccins que les autorités publiques comptent acquérir a été déterminée en fonction du taux de couverture souhaité pour les personnes de 18 ans et plus. Benbouzid a expliqué qu'aucun laboratoire ne sera exclu, dont le vaccin Pfizer que l'on pourrait acquérir, utiliser et stocker dans certaines wilayas. L'objectif fixé est de parvenir à vacciner 20 millions de citoyens durant l'année en cours, et atteindre un taux de vaccination de 70 %. Comme il a tenu à rassurer que le vaccin contre le Covid-19 ne doit pas faire peur puisqu'il dispose d'effets secondaires comme tous les autres vaccins.

Benbouzid a révélé, lors de cette journée parlementaire, qu'il se fera vacciner prochainement en compagnie du directeur général de l'Institut Pasteur d'Alger, Faouzi Derrar. Par ailleurs, le ministre de la Santé a fait état de la création d'une plateforme numérique permettant de déclarer les effets secondaires après vaccination. Comme il a expliqué qu'un plan stratégique pour la campagne nationale de vaccination a été élaboré en coopération avec le Comité national des experts spécialisés en vaccination et le Comité national en charge du suivi et de l'évolution de l'épidémie en Algérie, mis en place par le président de la République en mars 2020. Le plan national de vaccination, a indiqué Benbouzid, vise à acquérir des vaccins sûrs, efficaces et de

qualité, tout en garantissant leur distribution équitable aux groupes à vacciner. La vaccination, a-t-il ajouté, concerne toutes les personnes âgées de 18 ans et plus, et la priorité sera donnée aux agents de santé travaillant dans les secteurs public et privé, aux personnes exerçant des tâches stratégiques, aux personnes âgées de 65 ans et plus et aux personnes atteintes de maladies chroniques. Il est à rappeler que la campagne de vaccination a été lancée depuis janvier 2021. L'Algérie a déjà reçu deux lots de vaccins (50 000 doses de Spoutnik V et 50 000 d'AstraZeneca) qui ont permis le lancement de la campagne vaccinale appelée à s'accélérer prochainement, une fois les nouveaux quotas de vaccin acquis.

Aomar Fekrache

Ce danger «n'est pas une vue de l'esprit», avertit le ministre

Belhimer met en garde contre une cyberguerre ciblant l'Algérie

■ Le ministre de la Communication a, encore une fois et à chaque occasion qui lui laisse l'opportunité de le dire, mis en garde contre la cyberguerre qui cible l'Algérie à l'instigation de parties étrangères. «Elle n'est pas une vue de l'esprit, ni un recours ringard à l'ennemi extérieur», a-t-il affirmé.

Par Louisa Ait Ramdane

Dans un entretien à «Echourouk El-Yaoumi», le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, a indiqué que «ce contre quoi nous mettons en garde n'est ni une vue de l'esprit, ni un recours ringard à l'ennemi extérieur pour dissuader je ne sais quel pseudo-démocrate de manifester, ce droit étant consacré par la Constitution et encadré par la loi».

Pour le porte-parole du gouvernement, le cyberspace est «au centre de toutes les convoitises pour son contrôle pour une première raison : l'attrait qu'il suscite parmi les populations, notamment les plus jeunes». En 2020, Internet abritait près de 60 % de la population mondiale, soit 4,5 milliards de personnes parmi lesquelles 3,8 milliards disposent de comptes sur les réseaux sociaux, a-t-il fait savoir. A lui seul, Facebook enregistre plus de 100 milliards de contenus chaque jour, un déluge que ni ses algorithmes, ni sa petite armée de moniteurs humains ne peuvent contenir de manière réaliste.

C'est la plus grande entreprise des médias de l'histoire du monde, un éditeur et un diffuseur à la fois, avec environ 2,6 milliards d'utilisateurs réguliers et des milliards d'autres sur ses autres dépendances WhatsApp et Instagram, a affirmé Belhimer. «Les démocraties sont toutes

confrontées à leur dépendance de technologies de communication numériques qui autorisent la formation d'une zone de liberté d'expression mondiale d'une taille illimitée, combinée à une irresponsabilité algorithmique de volumes massifs de désinformation qui se propagent avec une facilité sans précédent», a relevé le ministre, soulignant que «les médias, les dirigeants politiques, les universitaires et le grand public omettent souvent de mettre en perspective historique la spirale infernale des informations quotidiennes, ayant plutôt tendance à se concentrer sur les derniers événements et crises».

Le ministre de la Communication a souligné, dans ce cadre, que la Constitution de 2020 a repris deux catégories de droit dans son article 47 dans les termes suivants : «Toute personne a droit à la protection de sa vie privée et de son honneur. Toute personne a droit au secret de sa correspondance et de ses communications privées, sous toutes leurs formes». Le même article 47 insère deux nouveaux alinéas, le 3 et le 4, pour énoncer : «La protection des personnes dans le traitement des données à caractère personnel est un droit fondamental».

Pour Belhimer, la vie privée est circonscrite à trois éléments de la personnalité : «Le respect des comportements, de l'anonymat et de la vie relationnelle», se disant favorable à «un renforce-



Ph.D. R.

ment de leur protection par l'édiction des peines les plus lourdes, quel que soit le mobile ou le statut social de l'agresseur». «C'est d'autant plus nécessaire que le phénomène n'épargne personne et prend des proportions alarmantes», a-t-il déploré.

Répondant à une question concernant l'implication de l'entité sioniste dans la guerre électronique, Belhimer dira que «les recherches militaires et leurs applications civiles israéliennes alimentent généreusement, mais chèrement, les entreprises

qui opèrent dans le cyberspace». «Certaines des technologies les plus secrètes produites par les développeurs israéliens restent beaucoup plus proches de leur format militaire original», a-t-il expliqué. Plus précis, il cite le cas d'un logiciel offensant, vendu à la fois aux pays qui souhaitent espionner leurs propres citoyens ou à des Etats rivaux, et à des sociétés privées qui espèrent gagner un avantage sur leurs concurrents ou mieux exploiter et manipuler commercialement leurs clients».

L. A. R.

Le Brent à plus de 63 dollars le baril

Les cours du pétrole se maintiennent à leurs niveaux d'avant la pandémie

Les cours du pétrole évoluaient en ordre dispersé hier, après avoir atteint de nouveaux records la veille, le marché surveillant l'avancée des campagnes de vaccination contre le Covid-19 et le froid glacial qui frappe les Etats-Unis. Vers 10h45 GMT (11h45 à Alger), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril perdait 0,21 % à Londres par rapport à la clôture de lundi, à 63,17 dollars. Le baril américain de WTI pour le mois de mars gagnait dans le même temps de 0,61 % à 59,83 dollars. La veille, les deux contrats de référence ont touché des prix plus élevés depuis janvier 2020, le WTI franchissant pour la première fois depuis plus d'un an la barre symbolique de 60 dollars, une semaine après le Brent. «La hausse du pétrole brut commence à montrer des signes de

fatigue malgré la fermeture de plusieurs raffineries américaines, alors qu'un froid glacial recouvre le Texas», a indiqué Avtar Sandu, analyste de Phillip Futures. Pluies verglaçantes, chutes de neige, blizzard, un froid polaire s'abat depuis plusieurs jours sur les Etats-Unis, notamment au Texas plus habitué aux records de chaleur qu'à la glace. Cette situation météorologique extrême perturbe l'offre d'or noir puisqu'elle complique l'exploitation de brut du premier producteur mondial du fait de la mise à l'arrêt de certains puits, de coupures de courant et de perturbation des transports. C'est aussi l'amélioration de la situation sur le front du Covid-19 qui soutient les prix à un niveau d'avant la pandémie, affirme Naem Aslam, d'Avatrade. «Les investisseurs savent que nous nous rapprochons du jour où les

mesures de confinement prendront fin et où les mesures restrictives contre le Covid-19 seront assouplies», a-t-il continué. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) et l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) ont partagé jeudi dernier des perspectives prudentes sur la demande d'or noir cette année. Et les prix au plus haut depuis plus d'un an encouragent les producteurs à ouvrir le robinet un peu plus. L'AIE juge que le rééquilibrage du marché pétrolier reste «fragile» en début d'année face à la propagation des nouveaux variants du virus du Covid-19, mais reste optimiste pour 2021. «Le rééquilibrage du marché pétrolier reste fragile au début de 2021, alors que les mesures pour contenir la propagation du Covid-19, avec ses variantes plus contagieuses, pèsent lourdement sur la

reprise de la demande de pétrole mondiale à court terme», note l'AIE dans son rapport mensuel. Mais le marché a toutefois été porté récemment par des perspectives économiques plus positives pour le deuxième semestre : le Fonds monétaire international (FMI) a révisé fin janvier sa perspective de croissance mondiale cette année à 5,5 % (contre 5,2 % auparavant). Les pays producteurs de l'Opep ont aussi promis de résorber plus rapidement le surplus de stocks pétroliers, souligne-t-elle encore. Dans le détail, l'agence a revu en baisse sa prévision du premier trimestre en raison de l'effet attendu des nouveaux variants, en particulier sur la mobilité. Elle s'attend en revanche à une demande plus soutenue dans la deuxième partie de l'année. Selon l'AIE, les stocks devraient alors baisser rapide-

LA QUESTION DU JOUR

Zéro Covid

Suite de la page une

En Algérie, on est enfin passé sous la barre des 200 contaminations par jour, et parallèlement sous celle des 5 pour ce qui est des décès. A ce compte, on devrait viser à zéro Covid. Mais d'une manière qui ne devrait pas nécessairement être celle qui est appliquée dans les pays asiatiques, où la méthode chinoise de lutte contre l'épidémie a fini par se généraliser, et cela indépendamment de la nature des régimes. On peut dire que zéro Covid est devenu en matière de lutte contre le virus la doctrine de tout un continent. Elle s'oppose à celle en vigueur en Occident, mais ailleurs aussi, suivant laquelle il faut apprendre à vivre avec le virus, car il ne serait ni raisonnable ni possible de chercher à se débarrasser complètement de lui. Les pays partisans de la coexistence avec le virus sont d'avis qu'il n'est de salut que dans la vaccination. Ceux du zéro Covid pensent qu'on peut en finir avec lui par les restrictions, les confinements et reconfinements, les quarantaines strictes à chaque nouveau cas, et que la vaccination n'est qu'une nouvelle arme venant s'ajouter à celles qui sont déjà employées contre le mal. Ce n'est pas de la vaccination qu'il faut attendre la fin de l'épidémie, mais de l'apprêt de sa mobilisation contre elle. Si la bonne tactique, c'est celle qui permet le retour le plus rapide à la normale, alors pas de doute à avoir. À cette aune, le zéro Covid est nettement supérieur en effet, puisque la reprise économique est déjà effective en Asie, où il est appliqué, mais pas dans le reste du monde où il ne l'est pas. Mais nous, où nous situons-nous dans ce clivage ? Comment avons-nous jusque-là lutté contre la maladie, par la coexistence avec son virus en attendant l'immunité collective consécutive à la vaccination, ou par les moyens du zéro Covid ? Nos chiffres nous placent plutôt du côté des Asiatiques. Nos méthodes nous en rapprocheraient elles aussi, même si elles ne semblent pas aussi strictes que les leurs. Toujours est-il que chez nous la vaccination est plus une mesure de précaution qu'une planche de salut.

M. H.

ment, avec une offre des pays non-Opep en progression toujours modeste. «Cela ouvre la voie à ce que l'Opep+ commence à réduire ses coupes dans sa production», selon elle. L'organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses alliés au sein du groupe dit Opep+, dont la Russie, baissent volontairement leur production afin de soutenir les cours.

Meriem Benchaoua

Tlemcen

Restauration d'une trentaine de sites historiques

■ L'Office de gestion et d'exploitation des biens culturels de Tlemcen s'attelle actuellement à l'élaboration d'une trentaine de fiches techniques pour parachever les opérations de restauration des sites historiques, a-t-on appris, hier, auprès de son directeur.

Par Lina B.

Plusieurs sites historiques dont notamment des vieilles mosquées et des minarets remontant à diverses époques, dont les travaux de restauration ont démarré depuis des années puis arrêté à cause des problèmes financiers, vont être relancés, selon Benazza Mohamed. Le ministère de tutelle, a-t-il précisé, a programmé le parachèvement des projets inachevés en attendant la finalisation des fiches techniques et les estimations financières qui sont en cours d'élaboration par ledit Office de Tlemcen.

Une seule fiche technique est déjà achevée, a ajouté la même

source. Il s'agit du minaret de la ville de Hennaya (époque zianide) qui nécessite quelques travaux légers et une clôture devant la préserver des facteurs de dégradation, a-t-on fait savoir.

La capitale des zianides, compte à elle seule, plus de 70 % du patrimoine archéologique musulman dans le pays, a-t-il expliqué. Plusieurs sites tels que la mosquée d'Ibn Merzouk, la mosquée de Sidi Belahcene et le minaret de Jemaa Sid El Benna, avaient bénéficié de travaux de restauration, mais en 2013, les travaux sont arrêtés et ces sites attendent toujours leur reprise pour les sauver d'une dégradation certaine.

Ces sites d'une beauté architecturale imprenable qui remon-



tent à diverses époques zianide, almoravide et mérinide entres autres, sont de véritables atouts de développement du tourisme culturel et culturel, indiquent des présidents d'associations culturelles et touristiques de la wilaya.

De grandes opérations de restauration et de préservation ont eu lieu dans le cadre de la manifestation «Tlemcen, capitale de la culture islamique» en 2011, dans divers sites historiques, notamment le minaret de

Mansourah, la citadelle d'El Mechouar, Bab el Kermadine, les remparts d'Agadir et autres sites historiques représentant le patrimoine archéologique musulman national, rappelle-t-on.

L. B.

Brahim Merad

La mise à niveau des zones d'ombre, un axe prioritaire de l'Algérie nouvelle

Le chargé de mission à la Présidence de la République, Brahim Merad, a affirmé, lundi dans la wilaya de Gharđaia, que la mise à niveau des zones d'ombre et enclavées constitue un axe prioritaire de la Nouvelle Algérie préconisée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

L'éradication des zones d'ombre et leur développement à travers l'amélioration des conditions de vie des citoyens, avec une approche participative des habitants de ces zones, font partie des objectifs principaux du développement durable, a souligné M. Merad, lors d'une visite d'évaluation des opérations lancées pour améliorer les conditions de vie des habitants des zones classées d'ombre de la wilaya.

Les visites effectuées dans l'ensemble

des zones d'ombre à travers le territoire national permet d'évaluer et de diagnostiquer les manques constatés au niveau des différentes régions et d'y remédier de manière efficiente en étroite collaboration les partenaires locaux et ministériels ainsi que le tissu associatif, a-t-il noté.

En visitant les zones d'ombre de Hassi-Ghanem (wilaya déléguée d'El-Menea) et de Mansoura au sud de Gharđaia, le chargé de mission du dossier zones d'ombre et la délégation qui l'accompagne se sont enquis des projets et réalisations initiés dans le cadre de la mise à niveau des zones d'ombre, et touchant tous les domaines de la vie des citoyens, dont la santé, l'électricité, le gaz, l'eau potable, l'éducation et les routes.

«Le président de la République a placé

l'élément humain au centre de ses préoccupations, de manière à lutter contre la pauvreté, l'exclusion sociale et la précarité», a rappelé M. Merad, mettant l'accent sur le désenclavement de ces zones en s'appuyant sur la création d'activités génératrices de revenus destinés aux jeunes et aux femmes en situation de précarité. Il a noté que pas moins de 70 millions DA ont été consentis pour les opérations de raccordement aux réseaux divers (eau potable, électricité et assainissement), dans les zones d'ombre recensées prioritaires dans la wilaya de Gharđaia.

Les services de la wilaya ont établi une cartographie de ces zones d'ombre avec des fiches techniques comprenant les déficits en matière de développement et les projets prioritaires de chaque zone à

inscrire en vue d'améliorer les conditions de vie et répondre aux aspirations de ses habitants. Cinq zones localisées en milieu rural et zones éparses de Hassi-Ghanem (commune d'El-Menea), Rahmania (commune de Guerrara), Zouia et les quartiers de l'ancienne Mansoura, ont été répertoriées à travers les 13 communes de la wilaya de Gharđaia comme «zones prioritaires» nécessitant une action d'urgence.

Selon le wali de Gharđaia, Boualem Amrani, 500 millions DA ont été consentis pour améliorer les conditions de vie des habitants des zones d'ombre recensées dans la wilaya pour 2021.

La délégation devait visiter les zones d'ombre au nord de la wilaya, notamment à Guerrara.

Hocine N.

Tissemsilt

Une «attention particulière» et des projets au profit des zones d'ombre

Plusieurs projets de développement ont été réceptionnés en 2020 au profit des zones d'ombre de la commune de Sidi Boutouchent (Tissemsilt) à laquelle les autorités locales accordent une «attention particulière», a affirmé, hier, le premier responsable de la wilaya, Abbes Badaoui.

Au total, 13 projets de développement ont été attribués durant l'année 2020 aux zones d'ombre de la commune de Sidi Boutouchent, pour un coût global de 57 millions de dinars, dans le cadre du Plan communal de développement (PCD), a indiqué M. Badaoui à l'APS.

Il a souligné que les projets ont été destinés essentiellement au désenclavement et au raccordement des agglomérations aux réseaux d'électricité et de gaz, ainsi qu'à l'éclairage public et à

la rénovation des écoles primaires. Les habitants des zones d'ombre d'Aïn Reghoul et Chayia ont bénéficié d'une opération d'alimentation en eau potable à partir de réservoirs d'une capacité globale de 158 mètres cubes, en plus de l'ouverture de pistes sur une distance de 1,5 kilomètre en direction du douar Sidi Abdoune, a-t-il dit. 40 habitations de 6 zones d'ombre ont été raccordées au réseau électrique dans le cadre du plan sectoriel, dans le cadre des projets de développement. D'autre part, le premier responsable de la wilaya a fait part de la programmation, pour l'année 2021, de 7 opérations de développement au profit de plusieurs zones d'ombre de la commune de Sidi Boutouchent, «ce qui permettra de pallier au déficit enregistré dans le domaine du développement de ces

agglomérations rurales enclavées», a-t-il noté. Le wali a également annoncé que la zone d'ombre «Beni Hayane», de la même collectivité, a bénéficié d'une opération de réalisation d'une route permettant de désenclaver les habitants, en plus de l'ouverture de voies en direction de 10 petites agglomérations rurales. Pour pallier le déficit d'eau potable, le même responsable a indiqué qu'une opération d'acquisition de citernes de capacité de 20 mètres cubes et leur raccordement à des fontaines publiques destinées aux habitants de plusieurs zones d'ombre de la commune de Sidi Boutouchent est en cours, relevant que l'école primaire de la zone d'ombre de «Beni Hayane» a bénéficié d'un projet d'extension consistant en la réalisation de classes supplé-

mentaires. M. Badaoui a souligné que «les zones d'ombre de la commune de Sidi Boutouchent ont bénéficié d'une attention particulière de la part des autorités de la wilaya, sachant que cette commune comprend plus de 20 zones d'ombre, en plus de petites agglomérations rurales, réparties dans les zones montagneuses caractérisées par des reliefs difficiles».

«La réception de ces nouveaux projets est attendue pour le second trimestre de l'année en cours», a fait remarquer le responsable.

Plus de 200 zones d'ombre recensées à Tissemsilt

Concernant la situation générale des zones d'ombre dans la wilaya, il a fait savoir que plus de

200 zones d'ombre ont été recensées. Elles ont bénéficié de près de 326 opérations et de projets de développement, parmi lesquels 203 ont été jusqu'à présent pris en charge, alors que 120 autres seront achevés avant la fin du mois d'avril prochain.

Tous les projets entrant dans le cadre du programme de développement de ces agglomérations rurales enclavées seront achevés, a-t-il rassuré.

D'autre part, le wali a indiqué que le choix de ces opérations de développement a eu lieu avec la participation de représentants des habitants des zones d'ombre de la wilaya, précisant, à ce propos, qu'un représentant a été désigné pour chaque zone d'ombre de la wilaya, ce qui permet de déterminer les priorités.

H. N.

Changes

La livre bat ses records face au dollar et à l'euro

■ La livre britannique atteignait de nouveaux plus hauts, en près de trois ans face au dollar et en neuf mois face à l'euro, les cambistes misant sur une reprise plus rapide de l'économie au Royaume-Uni grâce à la campagne de vaccination contre le Covid-19.



PH.D. R.

Par Samia Y.

La livre gagnait 0,16 % face au dollar à 1,3926 dollar, après avoir atteint un

plus haut depuis avril 2018 à 1,3952 dollar. Face à l'euro, la monnaie britannique a grimpé à son plus haut depuis mai 2020 à 87,06 pence pour un euro avant d'effacer ses gains (-0,05 % à

87,29 pence). «La faiblesse de l'euro face à la livre s'explique essentiellement par la divergence de rapidité des campagnes de vaccination», a résumé Stephen Innes, analyste. Le

Royaume-Uni, pays le plus endeuillé d'Europe par la pandémie, a administré une première dose à 15 millions de personnes. Les cambistes misent donc sur une reprise rapide de l'économie britannique, contrairement à la zone euro. «Mais le basculement des attentes, désormais très favorable au Royaume-Uni, sous-estime un peu le potentiel de reprise en zone euro», estime Derek Halpenny, analyste, qui souligne que si le nombre de vaccinés n'augmente pas aussi vite, le taux de personnes contaminées commence à s'améliorer ces dernières semaines. La livre bénéficie également de la faiblesse du dollar, qui perdait 0,22 % face à l'euro, à 1,2156 dollar pour un euro, à un cent de son plus bas en trois semaines à 1,2157 dollar atteint une heure plus tôt. Le billet vert souffre notamment de l'inquiétude des cambistes sur le plan massif de relance de l'économie américaine de 1 900 milliards de dollars prévu par Joe Biden, qui pourrait

entraîner une surchauffe de l'économie et faire monter l'inflation à des niveaux incontrôlables. «Maintenant que le deuxième procès en destitution de Donald Trump s'est achevé, le Congrès va se concentrer sur le plan de relance, qui pourrait être lancé dès mi-mars», a prévenu un autre analyste, Connor Campbell.

S. Y.

Russie Des mesures anti-crise pour les entreprises

LE GOUVERNEMENT russe prépare un nouveau programme de soutien aux entreprises du fait de la pandémie, selon les grandes lignes du projet dévoilées par le journal «Zvestia».

Le coût du plan pourrait aller jusqu'à 200 milliards de roubles (2,2 milliards d'euros au taux actuel). Le paquet de mesures comprend des prêts à taux zéro pour payer les salaires, des annulations d'impôts pour les PME de secteurs en difficulté, des subventions aux PME à condition d'embaucher ainsi que des simplifications fiscales.

Le ministre de l'Economie, Maxime Rechetnikov, avait déclaré récemment craindre une vague de licenciements en mars, lorsque les mesures de soutien aux entreprises (mais aussi les interdictions de licencier) établies il y a un peu moins d'un an du fait de la pandémie prendront fin.

«Nous craignons qu'en mars, certaines entreprises ne réduisent leurs emplois, en particulier dans les secteurs qui ne se sont pas encore complètement rétablis. C'est d'abord la restauration, c'est le secteur des services, le secteur du divertissement et le secteur de l'hôtellerie», avait-il déclaré, cité par le quotidien «RBK».

La crise du coronavirus, doublée d'une crise pétrolière, a provoqué une contraction de 3,1 % de l'économie russe en 2020, ainsi qu'une hausse du chômage et une baisse du pouvoir d'achat. L'économie de la Russie a été frappée moins durement que celle de ses voisins européens en raison d'un secteur des services bien plus réduit, mais aussi car, à l'automne 2020, les autorités ont refusé toute mesure strict de confinement, décidant de garder l'économie ouverte afin de ne pas l'accabler davantage. Depuis le printemps 2020, les autorités s'étaient contentées de mesures d'appoint pour soulager l'économie, loin des plans européens dotés de plusieurs milliards d'euros.

R. E.

Commerce

La Chine classée premier partenaire commercial de l'UE en 2020

La Chine est devenue pour la première fois le premier partenaire commercial de l'Union européenne en 2020, doublant les Etats-Unis, grâce au rebond rapide de son économie moins affectée par la pandémie de Covid-19 que celle de ses partenaires occidentaux.

Sur l'ensemble de l'année dernière, le commerce de l'UE avec la Chine a totalisé 586 milliards de dollars (en additionnant exportations et importations), contre 555 milliards pour les Etats-Unis, selon des chiffres publiés par l'institut européen des statistiques.

«Au cours de l'année 2020, la Chine était le principal partenaire de l'UE», a constaté Eurostat

dans un communiqué.

Si l'UE était déjà le premier partenaire commercial de la Chine depuis 2004 - elle avait alors doublé le Japon - c'est la première fois que l'inverse est aussi vrai, c'est-à-dire que la Chine détrône les Etats-Unis vis-à-vis de l'Europe.

Selon Eurostat, ce résultat est dû à une hausse des importations européennes en provenance de Chine (+5,6 % en 2020 rapport à 2019) ainsi que des exportations européennes vers la Chine (+2,2 %). Dans le même temps, le commerce avec les Etats-Unis a enregistré une baisse significative tant pour les importations (-13,2 %) que les exportations (-8,2 %). Après avoir

souffert de l'épidémie de Covid-19 durant le premier trimestre, l'économie chinoise est repartie vigoureusement et la consommation a même dépassé en fin d'année son niveau d'il y a un an, tirant les ventes européennes, notamment dans l'automobile et les produits de luxe. Les exportations de la Chine vers l'Europe ont bénéficié d'une demande forte pour les équipements médicaux et les produits électroniques. L'UE a vu son déficit commercial s'aggraver avec la Chine. Il est passé de -164,7 milliards d'euros, en 2019, à -181 milliards l'an dernier. Dans le même temps, l'excédent avec les Etats-Unis est resté stable à environ 151 milliards d'euros.

Le Royaume-Uni, qui ne fait plus partie de l'Union européenne, est désormais son troisième partenaire commercial, derrière la Chine et les Etats-Unis.

Cependant, les exportations européennes vers ce pays ont chuté de 13,2 % l'an dernier, et les importations de 13,9 %. Au total, l'Union européenne a enregistré en 2020 un excédent commercial en nette hausse vis-à-vis du reste du monde, à 217,3 milliards d'euros, contre 191,5 milliards en 2019. Le chiffre est encore plus élevé pour les 19 pays de la zone euro : excédent de 234,5 milliards d'euros l'an dernier, contre 221 milliards l'année précédente.

Nabila T.

Koweït

L'inflation a atteint 2,1 % en 2020

L'inflation au Koweït s'est établie à 2,1 % en 2020, soit près du double des 1,1 % de l'année précédente, selon les chiffres officiels diffusés hier par la Banque nationale du Koweït (NBK).

La hausse des prix des denrées alimentaires a poussé l'inflation globale au Koweït à atteindre un sommet depuis trois ans, tandis que les coûts du logement sont restés stables, a indiqué la NBK.

«La reprise de l'inflation était en grande partie due à la composante alimentaire de l'indice des prix à la consommation», a déclaré la Banque. Les prix des

denrées alimentaires au Koweït ont augmenté de 4,9 % contre 1,1 % en 2019. Les augmentations ont été généralisées, la viande, les fruits et les légumes subissant d'importantes pressions sur les prix. Selon NBK, la hausse du coût des aliments peut avoir été causée par les perturbations induites par le Covid-19 dans la chaîne d'approvisionnement, entre autres facteurs. «Cela pourrait être le résultat d'une combinaison de prix alimentaires internationaux plus élevés, partiellement liés à une baisse du dollar américain, à des problèmes de chaîne d'approvisionnement prolongés

et à des augmentations de prix des détaillants locaux qui repercutent des prix d'achat plus élevés», a déclaré NBK. «La demande intérieure a été dynamique pendant une partie de 2020, à la fois en termes de refolement, après des semaines de blocage au deuxième trimestre de l'année dernière, et soutenue, les restrictions de voyage internationales obligeant plus de personnes à dépenser dans le pays plutôt qu'à l'étranger pour la plupart de l'année», a-t-elle ajouté. Alors que les prix des denrées alimentaires ont augmenté, les coûts du logement

sont restés stables au Koweït. Cependant, la NBK a noté que la valeur de l'indice des coûts de logement est restée inchangée à 115 depuis juin 2019 et n'a peut-être pas reflété le ralentissement général du marché immobilier. «Il est difficile de tirer des conclusions définitives de cette composante. L'indice n'a pas changé au plus fort de la pandémie, lorsque les loyers étaient sous pression en raison des départs d'expatriés et/ou en raison des demandes des locataires de baisser les loyers dans un contexte de revenus plus faibles», a déclaré NBK.

Sara B.

Habitat rural

Un quota supplémentaire de 1 000 unités pour la wilaya de Tamanrasset

■ Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri, a annoncé un programme supplémentaire d'habitat rural constitué de 1 000 unités pour la wilaya de Tamanrasset.

Par Hocine A.

«**I** a été décidé un programme supplémentaire de 1 000 unités d'habitat rural en faveur de la wilaya de Tamanrasset, de sorte à satisfaire la demande sur cette formule de construction dans les différentes régions de la wilaya, notamment les zones d'ombre», a affirmé le ministre, en marge de l'inspection de projets d'habitat dans les

localités de Tit et Outoul, relevant de la commune de Tamanrasset. «Ces programmes permettront aux autorités locales de répondre aux attentes des habitants de ces contrées», a souligné M. Nasri, signalant qu'ils seront lancés sur le terrain et feront l'objet de suivi, avant l'inscription de nouveaux projets d'habitat dans cette wilaya.

Le ministre a déclaré que les rencontres qu'il a eues avec les habitants des deux localités visitées lui ont permis de percevoir un besoin pressant sur ce mode de construction, en plus d'avoir été saisi sur d'autres questions afférentes et liées à la réalisation des réseaux d'assainissement, l'aménagement urbain et la réalisation de l'éclairage public, des doléances qui, a-t-il dit, «seront prises en ligne de compte». Kamel Nasri a inspecté, au premier jour de sa visite de travail dans cette wilaya, un projet de 50 logements de type public locatif prêts à être attribués, dans la zone d'ombre de Tit (40 km de Tamanrasset), dont il a inspecté certaines unités et s'est félicité de la conception architecturale,

tout en appelant à tenir compte des spécificités de la région dans la construction.

Il a procédé également au lancement d'un projet de 25 logements publics locatifs dans la zone d'ombre d'Outoul (20 km de Tamanrasset). A Tamanrasset ville, plus précisément au quartier Metelthel, le ministre a inspecté un projet de 100 logements publics locatifs, finalisés, et dont l'attribution a été retardée pour parachever d'abord les travaux d'aménagements extérieurs. M. Nasri a justement insisté sur la nécessité de finaliser les aménagements extérieurs avant toute attribution de logements, en plus de recourir à l'utilisation de lampes économiques dans un souci de rationalisation de la consommation d'énergie, et de s'orienter vers le solaire pour l'éclairage public dans les programmes d'habitat, en associant les start-up activant dans les énergies renouvelables.

Après avoir écouté un exposé sur la situation des lotissements sociaux dans la wilaya, le ministre a appelé à l'accélération de l'élaboration des plans d'urba-



nisme pour ces lotissements. Par ailleurs, il a procédé à la mise en service d'un réseau de gaz naturel au niveau du lotissement «Enkouf» qui compte 543 parcelles. Le ministre de

l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri, a poursuivi hier sa visite de travail par l'inspection d'autres projets d'habitat au chef-lieu de wilaya de Tamanrasset. H. A.

Saida

Opération d'aménagement au profit de 180 habitations du village Ouled Bouziane

DES OPÉRATIONS d'aménagement externe au profit de 182 habitations rurales du village de Ouled Bouziane 2 dans la wilaya de Saïda seront lancées prochainement, a-t-on appris du wali, Saïd Sayoud. En marge de sa visite dans ce village distant de 5 km de la ville de Saïda, le wali a indiqué que les habitants du village concerné, qui ont eu un soutien de l'Etat pour la construction de leurs habitations rurales, bénéficieront prochainement de travaux d'aménagement avec la pose des réseaux d'électricité, de gaz naturel, d'assainissement, ainsi que le revêtement des chaussées. Dans ce cadre, deux entreprises ont été désignées pour lancer, dans les deux prochaines semaines, l'opération de réalisation de deux réseaux de gaz naturel et d'électricité sous la supervision de la Société de distribution de l'électricité et du gaz (SDO), a-t-on fait savoir. Ces projets d'urgence seront concrétisés grâce à l'octroi d'une enveloppe financière estimée à 900 millions DA dont a bénéficié la wilaya dernièrement, destinée au développement des zones d'ombre. Les autres insuffisances enregistrées au niveau de ce village concernent notamment l'éclairage public et la construction d'un groupe scolaire. Les services de la wilaya de Saïda ont enregistré la réalisation de plus de 260 projets et opérations de développement à travers les zones d'ombre dans la wilaya l'an dernier, dont ceux de réalisation des réseaux d'eau potable, d'assainissement et d'électricité utilisant l'énergie solaire, ainsi que des pistes, des salles de soins, des groupes scolaires et l'approvisionnement en gaz propane par citernes, a-t-on rappelé. Il est attendu le lancement, fin mars prochain, de plusieurs autres actions de réalisation de plus de 560 projets de développement à travers les zones d'ombre de la wilaya. R. R.

Constantine

Plus de 234 000 documents fonciers numérisés depuis l'année 2019

Plus de 234 000 documents et archives fonciers ont été numérisés et indexés dans la base de données de la conservation foncière de la wilaya de Constantine depuis l'année 2019 à ce jour, a déclaré le directeur de la conservation foncière.

S'exprimant en marge d'une visite effectuée par le wali de Constantine, Ahmed Abdelhafid Saci, à cette direction, le conservateur foncier, Mohamed Bouanika, a indiqué que l'opération de numérisation et d'indexation des documents et archives fonciers, lancée en 2019 dans le

cadre de la modernisation de ce secteur, est parvenue à son terme après avoir numérisé plus de 234 000 documents fonciers. La numérisation de tous les documents fonciers de la wilaya de Constantine, datant de l'année 1961 à ce jour, est passée par trois étapes, à savoir le scan des actes fonciers, l'insertion des données des propriétaires et l'indexation dans la base de données en établissant le lien proportionnel entre le propriétaire et son bien, a fait savoir le même responsable. Les différents types de documents fonciers numérisés,

entre autres les actes fonciers, les registres de dépôts, les fiches personnelles et alphabétiques, ainsi que les fiches parcelles et de copropriété, seront mis à la disponibilité des citoyens en un court laps de temps, contrairement aux années précédentes où l'opération d'attribution de ces papiers administratifs s'effectuait après plusieurs jours, a assuré M. Bouanika. De son côté, le wali de Constantine, qui s'est enquis de l'état d'avancement de l'opération de numérisation des actes fonciers de la wilaya, a estimé que cette démarche vise

à sécuriser ce genre de papier administratif et moderniser la qualité des prestations publiques en vue d'une meilleure exploitation de ces documents par les citoyens.

Les autorités locales ont doté la conservation locale foncière par un grand nombre de personnels administratifs en vue d'accélérer le processus de numérisation des documents et archives fonciers, a fait savoir le chef de l'exécutif local, notant que 140 éléments ont été mobilisés pour réussir l'opération de modernisation de ce secteur.

Lyès B.

Naâma/ Commune d'El Bayodh

Raccordement de plus de 380 foyers au réseau d'électricité

Pas moins de 388 foyers des lotissements du groupement d'habitat rural, situés dans les environs d'El Bayodh, commune relevant de la wilaya de Naâma, ont été raccordés au réseau d'électricité, mis en exploitation lundi. Le wali de Naâma, Idir Medebdeb, a présidé la cérémonie de mise en service de cette opération, lors d'une visite sur site pour s'enquérir d'un nombre de projets de développement dans cette collectivité locale.

Cette opération, d'un coût de près de 39 millions DA, englobe la réalisation d'une ligne électrique de moyenne tension sur un

linéaire de 2 kilomètres et une ligne de basse tension (5 kilomètres), outre l'éclairage public pour quatre nouvelles cités d'habitation à travers la commune d'El Bayodh, selon les explications fournies par le chargé de la communication de la direction locale de la Société de distribution de l'électricité et du gaz, Ghraïssia Bouafia. Au niveau de la commune d'El Bayodh, il est prévu, avant le mois de ramadhan prochain, la réception d'une nouvelle cité d'habitations formée de 40 logements publics locatifs, une fois achevés les travaux enregistrant un taux d'avancement de 100 % pour la

construction, en attendant l'aménagement externe et toutes les autres commodités, à savoir l'eau, l'électricité et le gaz, de même que le revêtement des routes, selon le chargé de la gestion des services de l'Office de promotion et de gestion immobilière (Opgi) de la wilaya de Naâma, Amri Benattou. Au chantier de réalisation et de rénovation de quelque 4 000 mètres de canalisation du réseau d'assainissement et 50 avaloirs pour leur raccordement au réseau pluvial, doté d'une enveloppe de plus de 19 millions DA dans le cadre du programme de la direction de l'ur-

banisme et de la construction pour l'aménagement de 251 logements ruraux dans la commune d'El Bayodh, sur l'axe de la RN 95 reliant la wilaya de Sidi Bel-Abbes, le wali de Naâma a instruit les responsables et les gestionnaires concernés d'accélérer la cadence des travaux pour leur réception avant le mois de mai prochain. Le chef de l'exécutif de la wilaya a procédé également à la mise en exploitation du stade de proximité de football, réalisé en gaz synthétique au profit des jeunes de la cité 22 logements ruraux de la commune d'El Bayodh.

S. A.

Ezzou'Art galerie

Nadia Cherrak expose ses œuvres au public

■ La période de confinement lié à la pandémie de Covid-19 n'a pas été sans importance pour les artistes. Nombre d'entre eux ont profité de cette circonstance pour consacrer plus de temps à la créativité artistique. Parmi ces artistes, certains ont utilisé les réseaux sociaux pour partager leur quotidien et des moments de travail afin de rester en contact avec leurs fans.

PH/D.R.



Par Abla Selles

Pour la plasticienne Nadia Cherrak, la période du confinement était une occasion à saisir pour réaliser le plus grand nombre possible d'œuvres artistiques. Pour elle,

les gens doivent être optimistes et penser à l'après-Covid. En effet, c'est ce qu'on peut comprendre de son exposition organisée depuis samedi à la galerie Ezzou'Art.

Dans les 25 tableaux exposés, le public comprend l'attachement de l'artiste aux liens

familiaux, aux valeurs sociales et à la culture ancestrale. Intitulée «Once Upon a Time», une grande partie de cette exposition est consacrée au combat de la femme dans la vie, son apport à sa famille et à la société. Avec une dimension esthétique où chaque détail transmet un mes-

sage, Nadia Cherrak a mis la lumière sur la femme amazighe dans son quotidien. Des toiles montrant les tâches ménagères et sociales de cette femme sont réalisées avec des couleurs pleines de vie et d'espoir. Les couleurs de la terre sont aussi présentes pour montrer l'homme

au sein de famille et le respect que lui porte chaque personne. Les œuvres exposées reviennent aussi sur des moments de joie, de fête et d'union familiale. Le visiteur de cette exposition peut lire des messages de fraternité de paix et d'espoir à travers les thèmes abordés et les couleurs utilisées.

Native de Tizi Ouzou, la plasticienne Nadia Cherrak est passionnée d'art depuis son jeune âge. Elle a appris le dessin à la maison de la culture Mouloud-Mammeri de la même ville. Plus jeune, elle s'intéresse à la danse classique, une discipline qu'elle a pratiquée pendant plus de 8 ans. Elle est également diplômée de la Faculté des sciences économiques.

Il est à rappeler que cette exposition est ouverte au public jusqu'au quatre mars prochain.

A. S.

Etablissement Arts et Culture

Diverses activités pour célébrer la Journée nationale du Chahid

L'établissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger annonce la reprise de ses activités à la faveur d'un programme en lien avec l'histoire de la guerre de Libération nationale, à l'occasion de la Journée nationale du Chahid, célébrée le 18 février de chaque année, indiquent les organisateurs dans un communiqué. Des activités dédiées aux célébrations de la Journée nationale du Chahid sont prévues à Alger, jusqu'au 26 février, dans tous les espaces rattachés à

l'établissement organisateur, avec pour but de «consolider le lien entre les générations» en rappelant aux jeunes, à travers plusieurs expositions sur différents supports, «les atrocités commises par l'occupant français à l'égard du peuple algérien» et les «sacrifices consentis par les martyrs de la Révolution». Ainsi, tous les jours de 9h00 à 17h00, les bibliothèques de Mahalma et Soudania, la bibliothèque multimédias des Eucalyptus ainsi que l'espace des activités culturelles «Rachid-Kouache» de Bab El

Oued, abriteront plusieurs expositions de livres sur l'histoire de la révolution algérienne, de photos retraçant les plus grandes stations de la lutte armée contre le colonialisme français, de portraits de martyrs et de textes et chansons patriotiques. Les espaces d'activités culturelles «Agha» et «Bachir-Mentouri» accueilleront des exposés sur la Journée nationale du Chahid à travers des documents d'archives, des coupures de presse, des photos, la déclaration du 1^{er} novembre et une conférence trait-

tant de la même thématique, animée par Said El Hachemi. A la bibliothèque multimédias de Draria, les célébrations de la Journée nationale du Chahid seront également marquées par plusieurs expositions de livres anciens et de photos sur la lutte armée pour l'indépendance nationale, ainsi que la projection d'un documentaire sur la guerre de Libération pour clore cet événement commémoratif avec une série d'hommages qui seront rendus aux familles des martyrs. L. B.

Langue maternelle

La langue amazighe en débat

Le Haut Commissariat à l'amazighité (HCA) organise, les 20 et 21 février, une rencontre à Chlef sur la place de la langue amazighe dans les systèmes de l'enseignement et de la communication, à l'occasion de la Journée internationale de la langue maternelle, célébrée le 21 février de chaque année, indique, dimanche, un communiqué du HCA. Dans le cadre des célébrations de cette journée consacrée le 21 février de chaque année par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), la place de la langue amazighe dans les systèmes de

l'enseignement et de la communication dans son volet radiophonique, ainsi qu'autour des efforts du mouvement associatif dans la collecte, la sauvegarde et la recherche dans le domaine du patrimoine matériel et immatériel à travers le territoire national notamment, sera au centre de cette rencontre. Des expositions de livres, interfaces audiovisuelles et de produits artisanaux, ainsi qu'une série de conférences et d'activités littéraires culturelles et artistiques, programmées par le HCA au siège de la wilaya de Chlef, seront animées par des académiciens, des responsables d'as-

sociations et enseignants de la langue amazighe dans la wilaya de Chlef et ses différentes régions, à Béni Haoua et à Zebboudja. Selon les organisateurs, cette rencontre est considérée comme «une opportunité de dialogue et de débat pour consolider la place de la langue amazighe dans les systèmes de l'Education nationale et de la communication entrepreneuriale, notamment dans le secteur radiophonique à travers les programmes d'expression amazighe diffusés sur les ondes des différentes chaînes locales et nationales». Le HCA a rappelé, dans ce cadre, que la consécration de

tamazight par la Constitution comme langue nationale et officielle signifie «l'exploration et l'étude des voies et moyens devant permettre la généralisation progressive de cette langue ancestrale, ainsi que son enseignement et sa promotion à travers la diffusion radiophonique». «La pluralité linguistique, dès l'âge de la petite enfance, encourage la diversité culturelle et l'inclusion des langues utilisées en Algérie dans le système éducatif et la vie sociale en général, consolide la cohésion sociale et alimente la solidarité entre les individus», ajoute le HCA.

M. K.

OPERA D'ALGER AUDITION

En vue de la saison 2020/2021, l'Opéra d'Alger «Boualem-Bessaih» organise des auditions pour un éventuel recrutement dans le Ballet de l'Opéra les 20 et 21 février 2021.

Cette audition est réservée aux danseurs et danseuses âgée de 18 à 30 ans.

Profil recherché :

Le profil recherché s'articule sur la personnalité artistique des candidats, des capacités d'improvisation, une curiosité et ouverture vers différents univers et pratiques artistiques.

Programme de l'audition :

- Chorégraphie proposée par le candidat (la candidate)
- Chorégraphie proposée par les jurys
- Questions de culture générale.

Disponibilité immédiate :

Merci de faire parvenir vos candidatures (CV, photos et/ou vidéos) à l'adresse Email : contact@operaalger-com.dz

NB : Il est porté à la connaissance des candidats à l'audition de danse prévue les 20 et 21 février 2021 à l'Opéra d'Alger, et non-résidents à Alger, que les frais de transport, restauration et hébergement ne sont pas pris en charge par l'établissement de l'Opéra.

Pour toute demande d'information, un numéro est mis à disposition des intéressés :

0770 24 06 00.



Yémen

Des «millions de civils» en danger, selon l'ONU

■ Le chef des affaires humanitaires de l'ONU s'est dit «très inquiet» de l'escalade des violences à Marib, dernier bastion du pouvoir dans le nord du Yémen en guerre dont les rebelles Houthis cherchent à s'emparer, mettant «des millions de civils en danger».

Par Mourad M.

Les rebelles, soutenus par l'Iran, tentent de s'emparer de cette ville riche en pétrole depuis plus d'un an. Après une période d'accalmie, ils mènent une nouvelle offensive depuis le 8 février pour arracher la ville aux forces gouvernementales, appuyées par les raids aériens d'une coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite.

«Je suis très inquiet de l'escalade militaire à Marib et de son impact sur la situation humanitaire», a tweeté le secrétaire général adjoint de l'ONU pour les Affaires humanitaires, Mark Lowcock.

«Un assaut sur la ville mettrait deux millions de civils en danger, avec des centaines de milliers de personnes potentiellement forcées de fuir et des conséquences humanitaires inimaginables», a-t-il prévenu.

Le haut diplomate a annoncé qu'il discuterait de la situation jeudi avec le Conseil de sécurité de l'ONU, appelant à «désamorcer la crise au lieu d'ajouter encore plus à la misère du peuple yéménite».

Cette escalade intervient au

moment où les Houthis doivent être retirés de la liste américaine des «organisations terroristes», afin de ne pas entraver l'acheminement de l'aide internationale vers les territoires qu'ils contrôlent.

Les combats autour de Marib ont fait des dizaines de morts et de blessés dans les deux camps ces dernières 24 heures, selon des responsables militaires du gouvernement yéménite, les Houthis communiquant rarement sur leurs pertes.

Ces dernières heures, «les rebelles ont pu avancer à l'ouest et au nord de Marib après avoir pris le contrôle de la région d'Al-Zour, atteignant la partie ouest du barrage de Marib et resserrant leur emprise sur les montagnes surplombant les lignes d'approvisionnement de plusieurs fronts», a déclaré l'un des responsables militaires à l'AFP.

Selon des sources militaires, les forces gouvernementales ont mobilisé des centaines de combattants sur divers fronts autour de la ville.

Hier matin, la coalition militaire a annoncé l'interception d'un drone piégé lancé par les Houthis en direction de l'aéroport international d'Abha, dans le



sud-ouest de l'Arabie saoudite, qui a fait l'objet de plusieurs attaques ces derniers jours.

De leur côté, les rebelles ont fait état, à travers leur chaîne de télévision Al-Massirah, de 13 frappes aériennes de la coalition sur divers fronts à Marib au cours des dernières 24 h, sans préciser si elles avaient fait des victimes.

La ville constituait jusqu'alors un refuge pour de nombreuses personnes déplacées ayant fui les combats dans ce pays dévasté par la guerre depuis 2014, date de la prise par les Houthis de la capitale Sanaa, située à 120 km à l'ouest de Marib. Les rebelles se sont depuis accaparés la quasi-totalité du nord du pays.

Ce conflit a déjà plongé le pays dans la pire crise humani-

taire au monde selon l'ONU, avec des dizaines de milliers de morts, des millions de déplacés et une population constamment au bord de la famine.

Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), environ 650 familles ont été forcées de fuir lors de la récente recrudescence des violences à Marib. Et de nouveaux mouvements des lignes de front pourraient entraîner d'autres vagues de déplacement.

«Si les combats se dirigent vers des zones habitées ou les sites de déplacés, nous verrons la population fuir à nouveau vers des endroits à l'est et au sud de la ville de Marib avec encore moins de ressources», a déclaré à l'AFP la porte-parole de l'OIM pour le Yémen, Olivia Headon.

«Une grande partie de cette région est désertique, alors imaginez ce qu'un déplacement dans cette direction signifierait en termes d'accès à l'eau», a-t-elle averti.

Selon les analystes, les Houthis cherchent à prendre le contrôle de Marib avant d'entamer de nouveaux pourparlers avec le gouvernement, la nouvelle administration américaine du Président Joe Biden comptant faire pression pour une solution politique.

La prise de Marib par les Houthis porterait un coup dur non seulement au pouvoir mais aussi à l'Arabie saoudite qui l'épaula depuis mars 2015, car le nord du Yémen serait alors entièrement aux mains des rebelles.

M. M.



Commentaire

Mollesse

Par Fouzia Mahmoudi

J eudi dernier, Gerald Darmanin, ministre de l'Intérieur d'Emmanuel Macron, et Marine Le Pen, présidente du Rassemblement National, ont débattu, lors d'une émission de télévision sur France 2, pour évoquer la loi sur le «séparatisme». Pourtant, loin du match attendu, le dialogue a été assez cordial, offrant même un épilogue assez surprenant, avec le ministre assurant à la dirigeante du RN qu'il la trouvait finalement «un peu molle» sur la question de l'islam en France. Une formule qui a vivement fait réagir, notamment du côté de la gauche où l'on accuse désormais Darmanin de «banaliser» Marine Le Pen. En effet, dans l'opposition, nombreux ont accusé le ministre de l'Intérieur d'être sur la même ligne, si ce n'est d'être plus radical que la candidate RN à la présidentielle. Dans la foulée, plusieurs ministres se sont relayés dans les médias pour réaffirmer les différences entre le projet d'Emmanuel Macron et celui de Marine Le Pen. Invité de RTL hier, Gérald Darmanin est revenu sur ce débat pour la première fois. Le locataire de la place Beauvau ne regrette rien. «Je souhaite que les électeurs de la Front national votent pour nous. Je souhaite qu'ils comprennent que nous pouvons répondre à leur colère. Je souhaite montrer que Marine Le Pen, en fait, vit des problèmes. Elle ne veut pas les résoudre», a-t-il affirmé, assurant que «quand il n'y a plus de problèmes, il n'y a plus de Front national». Le ministre de l'Intérieur n'a d'ailleurs pas eu l'impression d'avoir «dédiabolisé» Marine Le Pen. «Je ne la banalise pas, je montre qu'elle n'est pas bonne, qu'elle ne connaît pas les chiffres, qu'elle ne connaît pas les dossiers», a-t-il voulu souligner. Selon lui, il faut dépasser «l'argument moral». «Dire que M^{me} Le Pen n'est pas gentille, que c'est une ennemie de la République ne suffit pas», a-t-il jugé. En revanche, Gérald Darmanin estime qu'il faut prendre les électeurs au sérieux face à la montée du RN, mais aussi de Jean-Luc Mélenchon, dans la perspective de 2022. «Il faut leur montrer que ces dirigeants sont des populistes. Il faut les entendre pour qu'ils puissent voter pour nous, car c'est nous, les gouvernements républicains, qui pourront répondre fermement, dans un État de droit, à leurs questions», a affirmé le ministre de l'Intérieur. Reste que la sortie maladroite, pour le moins, de Darmanin sur la mollesse de Marine Le Pen conforte ceux qui estiment que le gouvernement français actuel flirte avec la droite radicale dans l'espoir de séduire peut-être des électeurs en vue de 2022. Surtout que le ministre de l'Intérieur est souvent critiqué pour ses prises de positions tranchées sur des thématiques qui, habituellement, surtout au sein de la majorité présidentielle, provoquent des hésitations et des divisions. F. M.

Irak

L'ONU condamne l'attaque meurtrière au Kurdistan

L'ONU a averti, hier, que l'Irak pourrait plonger de nouveau dans l'instabilité au lendemain d'une attaque à la roquette contre une base aérienne accueillant des forces américaines qui a fait un mort et plusieurs blessés irakiens et étrangers au Kurdistan.

C'est la première fois depuis près de deux mois que de tels tirs prennent pour cible des installations militaires ou diplomatiques occidentales en Irak, la dernière attaque remontant à la mi-décembre quand des roquettes avaient explosé près de l'ambassade américaine à Baghdad.

Sur Twitter, la représentante de l'ONU en Irak, Jeanine Hennis-Plasschaert, a dénoncé des «actes haineux et dangereux qui constituent une sérieuse menace à la stabilité».

Elle a appelé à la «retenue et à la coopération» entre Erbil, capitale de la région autonome du Kurdistan (nord) et Baghdad sur l'enquête.

L'attaque semble avoir visé un complexe militaire dans l'aéroport d'Erbil où sont positionnées des troupes étrangères faisant partie de la coalition internationale dirigée par les États-Unis et qui appuie l'Irak dans sa lutte contre les jihadistes.

Mais des roquettes ont aussi atterri sur des quartiers résidentiels, selon le département de la

santé de la ville qui a fait état de cinq blessés civils.

Le porte-parole de la coalition, le colonel Wayne Marotto, a affirmé, hier à l'AFP, que trois roquettes avait frappé l'aéroport, tuant un employé civil étranger qui n'est pas américain.

Neuf autres personnes ont été blessées, dont huit employés civils et un militaire américain, a-t-il dit.

L'aéroport d'Erbil demeurait fermé hier matin, alors que les autorités faisaient le point sur les dégâts, a indiqué à l'AFP son chef, Ahmad Hoshyar.

Lundi soir, le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, s'était dit «indigné» par l'attaque, indiquant que son pays «réclamerait des comptes» à ses auteurs.

Il a en outre précisé avoir contacté le Premier ministre du gouvernement régional kurde, Masrour Barzani, pour l'assurer du soutien américain dans l'enquête sur ces tirs.

M. Barzani a condamné l'attaque «dans les termes les plus fermes» et le Président irakien, Barham Saleh, a dénoncé sur Twitter «une dangereuse escalade». Deux sources dans le domaine de renseignement ont précisé à l'AFP que les roquettes avaient été lancées depuis l'intérieur de la région autonome.

L'attaque a été revendiquée par un groupe peu connu qui se

fait appeler Awliyya al-Dam («les Gardiens du sang»). Des responsables de la sécurité ont dit à l'AFP croire qu'il s'agissait d'un nom de façade pour cacher en réalité des factions pro-Iran connues qui veulent le départ du pays des forces de la coalition.

Des installations militaires et diplomatiques occidentales avaient été prises pour cibles en Irak à partir de l'automne 2019 par des dizaines de roquettes, mais la plupart de ces actions étaient menées à Baghdad.

Des missiles iraniens avaient toutefois été tirés vers l'aéroport d'Erbil en janvier 2020, quelques jours après l'élimination du général iranien Qassem Soleimani par une frappe de drone américain à Baghdad, une attaque qui avait fait craindre une guerre directe entre l'Iran et les États-Unis.

Des roquettes ont ensuite été tirées régulièrement contre l'ambassade américaine dans la capitale irakienne, des responsables américains et irakiens en attribuant la responsabilité à des milices pro-iraniennes.

En octobre, Washington avait menacé de fermer son ambassade si ces attaques ne cessaient pas. Après quoi, plusieurs factions irakiennes pro-Iran avaient accepté une trêve négociée sous l'égide du gouvernement irakien. Les tirs de roquettes s'étaient quasiment arrêtés.



Académie de football de Sidi Bel-Abbès Signature d'un accord avec une école privée pour le suivi pédagogique des stagiaires

L'ACADÉMIE de football de Sidi Bel-Abbès vient de signer un accord avec une école privée pour assurer le suivi pédagogique des jeunes talents en formation, a-t-on appris, lundi, de la direction de l'école. La même source a indiqué que dans le cadre de cet accord signé avec l'école «Valeurs civilisationnelles» de Sidi Bel-Abbès, le suivi pédagogique des cycles moyen et secondaire sera assuré pour 57 footballeurs en herbe justifiant les niveaux de deuxième, troisième et quatrième années moyennes et première année secondaire. Les cours seront coordonnés suivant le programme d'enseignement du ministère de l'Éducation nationale, a-t-on souligné, relevant que les élèves provenant de différentes wilayas du pays ont été inscrits au niveau de la direction locale de l'éducation. Actuellement, les cours sont

adaptés et présentés de manière intensive aux élèves, avec l'encadrement de professeurs et en adéquation avec le programme des entraînements, dans le but d'allier entre les études et le sport. L'Académie de football des jeunes talents de Sidi Bel-Abbès, inaugurée début février en cours par le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheireddine Zetchi et le sélectionneur national, Djamel Belmadi, compte à son lancement 57 joueurs sélectionnés par la direction technique de la FAF en coordination avec les ligues de wilaya et régionales à travers le pays. La FAF compte sur ce genre de centres de football pour récolter les fruits de la formation, notamment pour la catégorie minimales, en vue de renforcer les rangs de la sélection nationale des moins de 17 ans après la fin de la période de formation.

AS Ain M'ilia

Trois mois de suspension pour le DG Bensid

LE DIRECTEUR général de l'AS Ain M'ilia, Bensid Elhadi, a été éclopé de trois mois de suspension dont 1 mois avec sursis (interdiction du terrain et des vestiaires) pour «atteinte à la dignité et à l'honneur», lors de la rencontre en déplacement face à l'USM Alger comptant pour la 13^e journée du championnat de Ligue 1, a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP) lundi. Réunie ce lundi, la Commission de discipline a infligé un match de suspension et 30 000 DA d'amende à quatre

joueurs pour «contestation de décision» : Khadir Sofiane (USMBA), Kaibou Abdel Kader (JSMS), Sebte Touhami (CABBA) et Meftah Mohamed (NAHD). D'autre part, le CA Bordj Bou Arréridj a été sanctionné de deux amendes : 50 000 DA pour «mauvaise organisation» et 200 000 DA pour «absence de l'entraîneur sur la main courante». De son côté, l'Olympique de Médéa a été condamné à une amende de 50 000 DA pour «mauvaise organisation».

MC Alger

Résiliation du contrat de Djabou à l'amiable

LA DIRECTION du MC Alger et le milieu offensif Abdelmoumen Djabou ont trouvé, lundi, un accord pour une résiliation du contrat à l'amiable, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 de football dans un communiqué publié sur sa page officielle. L'ancien international de 34 ans avait rejoint le «Doyen» en 2019, en provenance de l'ES Sétif, pour un contrat de deux saisons, mais sans pour autant parvenir à confirmer tout son talent. Il devient le premier joueur à quitter le MCA, avant même l'ouverture de la période du mercato d'hiver, prévue au terme de la phase aller en mars prochain. Le Mouloudiac reste sur un match nul en déplacement, vendredi au Caire face aux Egyptiens du

Zamalek (0-0), dans le cadre de la 1^{re} journée (Gr.D) de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique.

Dans le sillage du bras de fer entre la FAF et le MJS Que changera la visite d'Infantino à Alger ?

■ Tout le monde se demande qu'apportera de concret la visite du président de la Fédération internationale de football (Fifa) à Alger les 21 et 22 février prochains au football algérien, sachant qu'il y a cette crise née du bras de fer engagé entre la FAF et la tutelle, le MJS, en raison des amendements que souhaitent apporter la fédération aux statuts et que le ministre refuse catégoriquement avant la tenue des assemblées générales électorales des différentes fédérations, dont celle de la FAF.



Infantino au secours de Zetchi

Par Mahfoud M.

Dans un récent communiqué de presse, le ministère de la Jeunesse et des Sports a annoncé qu'aucune modification ne pourra être apportée aux codes électoraux et aux statuts avant la tenue de l'Assemblée générale électorale (AGE). Il est clair que la tutelle souhaite que les nouvelles élections se fassent avec les anciens statuts pour que le président, Kheireddine Zetchi, ne puisse pas «fermer» l'AG et conserver son poste, comme le lui prêtent certains, même s'il avait déclaré ne pas compter se présenter aux prochaines élections et se retirer

de la FAF à la fin de son mandat. En marge des championnats du monde des clubs auxquels Zetchi a participé au Qatar sur invitation de la Fifa, il avait rencontré en aparté le président Infantino, et certains affirment qu'il aurait recherché le soutien de ce dernier, sachant que la Fifa refuse généralement l'intervention des autorités dans les prérogatives des associations affiliées à cette instance internationale. Le SG de la FAF, Mohamed Saâd, avait été clair lors de sa dernière intervention publique en déclarant : «Si nous ne recevons aucune correspondance de la Fifa concernant ce dossier, nous serons obligés de nous conformer à la dernière instruction du

MJS que nous respectons», ajoutant que l'objectif de la FAF était d'éviter à l'équipe nationale des sanctions de la part de l'instance internationale. Pour revenir à la visite du boss de la Fifa, rien n'a filtré encore sur les raisons de cette dernière, même si un communiqué laconique de la FAF parle d'échanges entre associations membres. «Cette visite, qui s'inscrit dans le cadre du rapprochement avec les associations membres, permettra au président de la Fifa d'échanger avec les officiels du football algérien sur la promotion des valeurs et le développement du sport-tri», précise l'instance fédérale dans ce communiqué.

M. M.

Ligue des champions d'Afrique

Vers la délocalisation du match CRB - Mamelodi Sundowns

LE D^r MOHAMED Bekkat Berkani, membre de la Commission nationale de veille et de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19, a appelé lundi à la délocalisation du match de Ligue des champions CR Belouizdad-Mamelodi Sundowns (Gr. B), prévu le 23 février à Alger, en raison des risques de contamination au variant sud-africain. «Le déroulement de cette rencontre en Algérie représente un risque réel. La situation en Afrique du Sud est hors de contrôle en raison du variant du Covid-19. Le match doit être délocalisé pour éviter toute propagation du virus», a indiqué à l'APS le D^r Mohamed

Bekkat Berkani. Ce variant du Covid-19 a été découvert pour la première fois en octobre dernier en Afrique du Sud. Très contagieux, le virus s'est répandu à travers le pays depuis plusieurs semaines, entraînant de nombreux décès dans les quartiers pauvres où les habitants n'ont pas la possibilité de respecter les gestes barrières. «Ce que nous craignons dans ce genre de situation, ce sont les faux tests négatifs que peut présenter la délégation sud-africaine à son entrée au pays. Il n'y a pas de risque zéro. Le variant sud-africain peut être même résistant au vaccin. Donc, l'idéal est la délocalisation de

cette rencontre», a-t-il ajouté. Lors de la première journée, disputée samedi, le CRB a tenu en échec à Lubumbashi les Congolais du TP Mazembe (0-0), alors que Mamelodi Sundowns s'est imposé à domicile face aux Soudanais d'Al-Hilal (2-0).

Pour rappel, le match entre le WA Casablanca et les Kaizer Chiefs, qui devait se dérouler samedi dernier dans le cadre de la 1^{re} journée (Gr. C) de la Ligue des champions, a été délocalisé au stade Al Salam du Caire (Égypte), le 19 février, en raison du refus des autorités marocaines d'accorder l'entrée au pays au club sud-africain.

Championnat turc

Ghezal signe son premier but avec Beskitas

L'AILIER international algérien Rachid Ghezal a signé, lundi, son premier but avec Beskitas, lors de la victoire en déplacement face à Genclerbirliđi (3-0), dans le cadre de la 24^e journée du championnat turc de football. Le joueur algérien a ouvert le score

dès la 4^e minute de jeu, d'un tir puissant du pied gauche. Le club stambouliote a corsé l'addition en fin de match, grâce à Cenk Tosun, auteur d'un doublé (89', 90'+4). Avant cette première réalisation, Ghezal (28 ans) a fait parler son talent de passeur, en atteignant la barre de 10

offrandes depuis le début de la compétition. A la faveur de cette victoire, Beskitas rejoint les deux autres clubs d'Istanbul Galatasaray et Fenerbahçe à la tête du classement avec 51 points chacun. Ghezal avait rejoint Beskitas en octobre dernier, pour un prêt d'un an sans

option d'achat, en provenance de Leicester City (Angleterre), avec lequel il est sous contrat jusqu'en 2022.

Il avait rallié Leicester en 2018 en provenance de l'AS Monaco contre un chèque de 14 millions d'euros, mais n'a joué que 23 matchs sous le maillot des

«Foxes», pour seulement 3 buts. Prêt lors de la saison 2019-2020 à la Fiorentina, l'ancien sociétaire de l'Olympique lyonnais a connu des premiers mois difficiles avant de devenir l'un des meilleurs joueurs de la «Viola» depuis la reprise post-Covid.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Accidents de la route

14 décès et 1 158 blessés enregistrés du 7 au 13 février

QUATORZE personnes ont trouvé la mort et 1 158 autres blessées dans des accidents de la circulation survenus sur les routes à travers plusieurs régions du pays durant la période du 7 au 13 février en cours, indique, hier, un bilan de la Protection civile. Les services de la Protection civile ont enregistré, durant la même période, 14 décès et 1 158 blessés dans les 978 accidents de la circulation survenus sur les routes à travers tout le pays, dont le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Sétif, avec 2 personnes décédées et 48 autres blessées, prises en charge par les secours puis évacuées vers les structures hospitalières, ajoute le même communiqué. Ainsi, les éléments de la Protection civile ont pris en charge, durant la même

période, 12 018 blessés et malades traités par «nos secours médicalisés sur les lieux des accidents et l'évacuation vers les structures sanitaires». Ils ont également effectué 985 interventions pour procéder à l'extinction de 625 incendies urbains, industriels et autres, et ont réalisé 4 574 interventions au cours desquelles 4 008 opérations d'assistance à des personnes en danger et opérations diverses ont été effectuées. Dans le cadre de la lutte contre la propagation du Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué 290 opérations de sensibilisation et 232 opérations de désinfection générale à travers tout le pays qui ont touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés.

Y. N.

Nouveau film «Les trois mousquetaires»

L'actrice franco-algérienne Lina Khoudri retenue dans le casting

L'ACTRICE franco-algérienne Lina Khoudri a été retenue dans le casting du nouveau film «Les trois mousquetaires», adapté du roman classique éponyme d'Alexandre Dumas, indique-t-on dans la revue américaine spécialisée, «Variety». Dans une nouvelle adaptation époustouflante du roman d'Alexandre Dumas, ce nouveau film, réalisé par Martin Bourboulon, Lina Khoudri interprète le personnage de Constance Bonacieux, femme d'un bourgeois et employée de la reine Anne, aux côtés de comédiens français de renom qui se sont distingués à l'échelle internationale par leurs rôles dans de grandes productions hollywoodiennes, à l'instar d'Eva Green et Vincent Cassel.

Dans cette grande production cinématographique, les acteurs, Eva Green, Vincent Cassel, Romain Duris, François Civil et Louis Garrel, incarneront respectivement les personnages de

l'«antagoniste Milady de Winter», les mousquetaires, «Athos», «Aramis», «D'Artagnan» et le «Roi Louis XIII». Ce nouveau long métrage, dont le tournage débutera à la fin de l'été 2021, sera présenté en deux parties, «D'Artagnan» et «Milady» et coûtera à la production 73 millions de dollars. Le tournage de ce film d'aventures qui durera «sept à huit mois», selon Alexandre de la Petellière, co-scénariste du film avec Mathieu Delaporte, est la plus importante production cinématographique en France et en Europe (à l'exception du Royaume-Uni) depuis la propagation de la pandémie de Covid-19. L'actrice franco-algérienne Lina Khoudri a déjà été primée dans plusieurs films, dont «Les Bienheureux» de Sofia Djama, à la Mostra de Venise, «Papicha» de Mounia Meddour, au 12^e Festival du film francophone d'Angoulême, recevant en 2020 le César du meilleur espoir français. **Racim C.**

Affaire d'usurpation de la qualité de procureur général

La cour de justice d'Oum El Bouaghi appelle à porter plainte

UN APPEL a été lancé par la cour de justice d'Oum El Bouaghi aux citoyens ayant été victimes d'arnaques, les invitant à porter plainte ou à témoigner dans une affaire d'usurpation de la qualité de procureur général et d'escroquerie, indique-t-on, hier, dans un communiqué de cette institution judiciaire.

«En vertu de l'article 17 alinéa 5 du code de procédure pénale, le parquet du tribunal d'Ain Beida informe le public que la personne dénommée Mezaoui Fateh est recherché pour usurpation de la qualité de procureur général

auprès de la cour de justice d'Oum El Bouaghi et pour délit d'escroquerie de plusieurs personnes à qui il promettait des postes d'emploi en usant de son pouvoir de par sa fonction». Le communiqué qui met en avant la photo de l'individu recherché surnommé «Babi», indique que le parquet près le tribunal d'Ain Beida appelle toute personne ayant été victime d'escroquerie par l'individu recherché à se présenter au parquet pour enregistrer sa plainte ou auditionner son témoignage dans l'affaire.

Lamine H.

2e anniversaire du Hirak



Louvis

Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou/Portée disparue depuis plus d'une semaine

Kenza retrouvée morte à Yakourène

■ Kenza devait se rendre chez sa grand-mère le 1^{er} février et la sûreté d'Azazga a été alertée sur sa disparition une semaine plus tard...

Par Hamid M.

La jeune fille S. Kenza (17 ans), portée disparue depuis plus d'une semaine à Azazga, a été découverte morte lundi après-midi, près du village Ait Aissi, dans la commune voisine Yakourène (42 km à l'est de Tizi-Ouzou). Selon des indications fournies par des sources sécuritaires, Kenza devait se rendre chez sa grand-mère début février et la sûreté d'Azazga a été alertée sur sa disparition une semaine plus tard. C'est un berger qui a découvert le corps sans vie de la victime et qui a alerté la brigade de la gendarmerie de Yakourène. L'enquête est confiée à la sûreté d'Azazga



pour élucider les circonstances exactes de la disparition et de la mort de la jeune fille.

H. M.

Mises en berne à cause de la crise du coronavirus

Reprise des activités culturelles à Tizi-Ouzou

PLUSIEURS établissements culturels à Tizi-Ouzou ont repris leurs activités, suite à la décision des pouvoirs publics portant réouverture de certains espaces culturels et de loisirs mis en berne à cause de la crise sanitaire du coronavirus.

La Maison de la culture Mouloud-Mammeri a annoncé la reprise des ateliers pédagogiques à partir du 1^{er} mars prochain et l'ouverture dès à présent des inscriptions au niveau de ses 2 annexes, Tizi-Ouzou et

Azazga. Une soixantaine d'ateliers seront ainsi relancés avec, cependant, une baisse sensible du nombre de places, notamment dans certaines ateliers prisés, à l'instar de la musique, du dessin et de la danse, et ce, «conformément au protocole préventif contre la pandémie», a indiqué à l'APS Ahlem Hammoutène, chargée du service animation et des ateliers de l'établissement culturel.

Le théâtre régional Kateb-Yacine a également annoncé, via

les réseaux sociaux, le lancement de 3 ateliers d'initiation au théâtre. Un pour enfants et adolescents, un autre pour adultes ainsi qu'un atelier de danse classique pour des filles de 7 à 15 ans.

Des ateliers seront assurés les vendredis et samedis par des encadreurs professionnels et le nombre de places est limité à 15 personnes par groupe par souci de prévention contre la pandémie de coronavirus.

R. C.

El Tarf/Berrihane

Repêchage d'un corps sans vie à la plage Mechrah Lokton

LES SERVICES de la Protection civile de la wilaya d'El Tarf ont repêché, dans la nuit de lundi à mardi, au niveau de la plage Mechrah Lokton dans la commune de Berrihane, le corps sans vie d'un homme, a-t-on appris du chargé de communication de ce corps de sécurité, le lieutenant Seiffeddine Madaci. Selon cet officier, la victime, dont le corps était en état de décomposition, a été repêchée suite à une alerte donnée aux services

compétents sur l'existence d'un cadavre flottant au niveau de cette plage non surveillée. Le corps de la victime, dont l'identité est inconnue, a été acheminé vers les services de la morgue de l'hôpital d'El Kala pour les besoins de l'autopsie, a-t-il ajouté. Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les causes et les circonstances exactes du drame, a souligné le lieutenant Madaci.

Younès H.